

Les 4^{es} Rencontres VRM
en collaboration avec le réseau DIALOG

Demande mondiale réponse locale



*Les enjeux urbains et régionaux du développement
au **Moyen-Nord***

9 novembre 2012

Hôtel – Musée des Premières Nations, Wendake

5, Place de la Rencontre, Wendake (15 min. du centre-ville de Québec)

BIENVENUE

Les Rencontres VRM sont un rendez-vous annuel favorisant le dialogue entre les chercheurs en études urbaines et la communauté d'acteurs intéressés par l'aménagement des villes et de leur région. Organisées par le réseau Villes Régions Monde, en collaboration avec le réseau DIALOG, le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones, la mission de ces rencontres est double: créer une plateforme d'échange et d'apprentissage avec les professionnels des milieux gouvernementaux et associatifs et susciter l'enthousiasme de la population autour de thèmes d'actualité liés aux enjeux urbains.

C'est donc avec plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui à l'Hôtel – Musée des Premières Nations de Wendake pour cet événement spécial. Nous espérons que les discussions et les débats sauront susciter votre intérêt et qu'ils nous permettront d'améliorer nos pratiques et d'enrichir nos recherches futures.

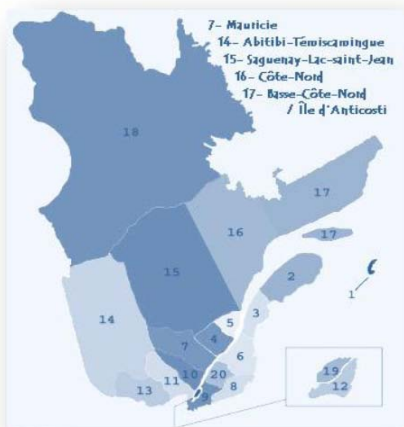
Claire POITRAS, réseau Villes Régions Monde
Carole LÉVESQUE, réseau DIALOG

DÉROULEMENT - LES CAFÉS DES SCIENCES

Trois cafés des sciences prendront place lors des 4^{es} Rencontres VRM.

La particularité d'un café des sciences est de permettre des échanges libres et moins hiérarchisés entre chercheurs/experts et leur audience. Chaque café des sciences débute avec un commentaire synthétique (7 à 8 minutes) sur un thème ciblé de la part de quatre à cinq chercheurs invités, dont trois experts universitaires membres de VRM et DIALOG et un ou deux experts institutionnels. Une période de questions et de discussions s'ensuit. C'est cette période de questions qui est au cœur de la formule café des sciences: de cette façon, les discussions ont pour point de départ les préoccupations et les questions des participants. Un animateur contrôle le temps des interventions et assure la dynamique des échanges. Outre l'animateur et les chercheurs invités, une quarantaine de représentants de milieux gouvernementaux et associatifs sont présents dans la salle où se déroule chaque café des sciences, ainsi que d'autres chercheurs du réseau VRM et du réseau DIALOG.

THÈME DE LA JOURNÉE



Demande mondiale, réponse locale.

Les enjeux urbains et régionaux du développement au Moyen-Nord

Dans le cadre de cet événement, les discussions porteront principalement sur les enjeux entourant la gestion de la croissance dans les villes situées dans le Moyen-Nord. Cette région se situe environ entre les 47. et 52. parallèles, là où la forêt boréale s'arrête. Elle regroupe les régions administratives de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du nord de la Mauricie et de l'Abitibi-Témiscamingue et comprend notamment des villes comme Sept-Îles, Val-d'Or, Chibougamau ou encore Fermont. Nous avons choisi de nous intéresser à ce territoire en particulier parce que la mise en œuvre du Plan Nord¹ y a des répercussions majeures qui interpellent directement les chercheurs et les praticiens.

Le Plan Nord est un vaste projet lancé par le Gouvernement du Québec (au-dessus du 49. parallèle) sur un horizon de 25 ans. Ce territoire de 1,2 M de km² représente 72 % de la superficie du Québec. Le Plan Nord met

¹ Même si le gouvernement libéral n'a pas été réélu aux élections provinciales du 4 septembre et que de toute évidence le Plan Nord ne se réalisera pas tel prévu, tout indique qu'il y aura néanmoins un important développement du Nord québécois dans les prochaines années.

l'accent sur quatre axes de développement : 1) les communautés; 2) le potentiel économique du Nord québécois; 3) les transports et les communications et 4) la protection de l'environnement. Deux projets d'envergure feront également l'objet d'études de faisabilité, soit la création d'un barrage hydroélectrique de 1600MW sur le réservoir Caniapiscau ainsi que l'établissement d'un port en eau profonde à Whamagoostui-Kuujuarapik. Le développement de ce territoire sera, à plus long terme, l'occasion de revendiquer le contrôle du passage du Nord-Ouest qui sera éventuellement libéré des glaces, conséquence des changements climatiques.

La mise en œuvre du Plan Nord est coordonnée par la Société du Plan Nord, une société d'État. Le gouvernement a également créé le Fonds du Plan Nord, un organisme qui recevra les retombées fiscales des projets miniers, d'infrastructures et hydroélectriques. Ce fonds financera des projets publics d'amélioration des infrastructures et d'amélioration des services aux habitants.

Depuis son annonce en 2008, le Plan Nord a suscité de nombreuses réactions au sein de la communauté scientifique, chez les élus et chez les citoyens. Les principaux enjeux que soulève ce projet de grande envergure touchent à l'équilibre budgétaire, à la gestion de la croissance et la répartition de la main-d'œuvre sur le territoire, à la protection des écosystèmes et de la biodiversité ainsi qu'à la qualité de vie de toutes les communautés présentes sur le territoire.

Il est prévu que le Plan Nord engagera d'importantes retombées économiques qui profiteront à l'ensemble des Québécois. L'annonce de mégaprojets entraînera également l'arrivée massive de travailleurs venant de partout au Québec et d'ailleurs. Comment les municipalités du Moyen-Nord arriveront-elles à gérer la croissance ? Certains analystes remettent également en question l'amélioration la qualité de vie des communautés autochtones. À ce jour, certaines d'entre elles semblent plutôt favorables à ce projet tandis que d'autres non. Une chose est certaine, le vaste chantier de développement du Nord aura des conséquences majeures sur les milieux touchés.

Finalement, la mise en œuvre du Plan Nord soulève de nombreuses questions sur le plan environnemental. Comment favoriser l'exploitation des ressources minières sans compromettre les écosystèmes et la biodiversité du Nord québécois ? Voilà un enjeu certes abordé par les promoteurs du projet, mais qui soulève néanmoins l'inquiétude de la communauté scientifique, des groupes de protection de l'environnement et des citoyens.

Ces 4. Rencontres VRM seront l'occasion d'apporter un éclairage nouveau à certaines de ces questions et de discuter plus largement des enjeux du développement du Nord. Si le projet semble porteur de changements économiques et sociaux pour le Québec de demain, il demeure néanmoins controversé. Chercheurs, acteurs gouvernementaux et municipaux et citoyens sont conviés à ce rendez-vous organisé par le réseau Villes Régions Monde et le réseau DIALOG.



PROGRAMME

8h30 – 9h00

Accueil / Café et croissants

9h00 – 9h15

Mot de bienvenue

Claire POITRAS, Directrice du Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS et directrice scientifique du réseau Villes Régions Monde

Carole LÉVESQUE, Directrice du réseau DIALOG le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

1

CAFÉ DES SCIENCES 1

Gestion de la croissance : l'enjeu du logement

9h15 – 10h45

On peut d'ores et déjà prévoir que la mise en œuvre du Plan Nord s'accompagnera d'un important mouvement de population. On prévoit que de nombreux travailleurs afflueront des quatre coins du Québec pour occuper des emplois dans des villes telles que Val-d'Or, Sept-Îles ou Fermont. Dans certaines de ces localités, les effets de cette migration se font déjà sentir. À Sept-Îles, par exemple, il en résulte une crise du logement sans précédent. Plus un seul appartement libre, plus une seule chambre d'hôtel disponible. L'accès au logement abordable devient de plus en plus difficile non seulement pour les nouveaux arrivants, mais également et surtout pour les populations locales et autochtones. Plusieurs ménages autochtones habitant en milieu urbain ne peuvent en effet faire face à l'augmentation des loyers. Cette situation risque fort probablement d'entraîner d'autres problèmes sociaux, notamment l'itinérance.

Quelle est l'étendue du problème dans les communautés autochtones? Dans quelles proportions la crise du logement frappe-t-elle les allochtones? Ces derniers peuvent-ils compter sur des infrastructures hors de portée des autochtones? Quelles solutions peut-on mettre de l'avant pour tenter de limiter les effets pervers de cet afflux de main-d'œuvre? La construction de logements sociaux ne risque-t-elle pas de s'accompagner d'une certaine forme de mise à l'écart des autochtones?

9h15-9h20

Présentation de la thématique 1 : l'enjeu du logement

Sylvie PARÉ, professeure et chercheure au département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

9h20-9h30

Titre à venir

Édith CLOUTIER, Directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et Présidente du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

9h30-9h40

Les défis du développement résidentiel en milieux innus sur la Côte Nord : perspective aménagiste et collaborative

Geneviève VACHON, Professeure et chercheur à l'École d'architecture de l'Université Laval

9h40-9h50

Crise de logement dans le Grand Nord

Patrick EVANS, Professeur et chercheur à l'École de design de l'Université du Québec à Montréal

9h50-10h45

Discussion

10h45-11h00

Pause

2

CAFÉ DES SCIENCES 2

Gestion de la croissance : la pérennité des infrastructures

11h00 – 12h30

Avec le développement du Moyen-Nord (tel que formulé en 2011 par le Plan Nord), plusieurs communautés connaîtront (et connaissent déjà) une croissance rapide, voire chaotique. En plus de rénover et de moderniser certaines installations, il devient nécessaire pour les municipalités de construire de nouvelles infrastructures pour répondre aux besoins des entreprises, des résidents permanents et des travailleurs temporaires ou saisonniers. Certaines villes, avec le concours du gouvernement québécois et d'autres partenaires, investissent d'importantes sommes pour la construction de routes, de ports et d'aéroports, d'aqueducs et d'égouts, de réseaux de télécommunication et d'électricité, de garderies, de centres médicaux, d'écoles, de commerces, etc. En contrepartie, la plupart des travailleurs attirés par les nouveaux emplois dans les villes du Moyen-Nord ne sont que de passage et les entreprises hésitent à investir dans des bâtiments de qualité, ce qui suppose, à long terme, des coûts d'entretien plus élevés. Plus encore, les conditions climatiques et les coûts de transport des matériaux compliquent les processus de modernisation et de construction de toutes ces infrastructures.

Dans ce contexte, plusieurs questions se posent. La construction de ces infrastructures serait-elle bénéfique pour les municipalités? Dans la mesure où les retombées économiques et la rentabilité du Plan Nord ne sont pas garanties et dépendent fortement de la conjoncture économique internationale, comment éviter que ces nouvelles infrastructures ne deviennent des « éléphants blancs » d'ici quelques années ? Autrement dit, comment assurer la pérennité et l'utilité de ces infrastructures à long terme ? Dans un contexte de croissance effrénée, comment être certain que la gestion des infrastructures se fera dans l'intérêt de la population et dans le respect des besoins des municipalités ?

11h00-11h05

Présentation de la thématique 2 : la pérennité des infrastructures

Manuel J. RODRIGUEZ, Professeur titulaire et Directeur des programmes à l'École Supérieure d'aménagement de développement du territoire (ESAD) de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche en eau potable

11h05-11h15

L'accessibilité en périphérie nordique et la rétention de la richesse créée

Marc-Urbain PROULX, Économiste, professeur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et sous-ministre associé aux Régions au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

11h15-11h25

Infrastructures portuaires : rencontre des dynamiques maritimes et minières

Emmanuel GUY, Professeur titulaire au département de gestion des ressources maritimes de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et titulaire de la Chaire de recherche en transport maritime.

11h25-11h35

Ajouter l'effet boomtown à l'équation de la croissance: une question d'équilibre et de prévention

Geneviève BRISSON, juriste et anthropologue, Unité de santé environnementale de l'Institut national de santé publique du Québec et professeure au Département d'anthropologie de l'Université Laval

11h35-12h30

Discussions

12h30-14h00

Lunch sur place

3

CAFÉ DES SCIENCES 3

Gestion de la croissance : territoire et ressources

14h00 – 15h30

Le Plan Nord vise la valorisation des ressources naturelles québécoises au-delà du 49^e parallèle : exploitation minière, forestière et de l'eau douce et développement du tourisme. Malgré l'engagement gouvernemental de protéger 50 % du territoire couvert par le Plan Nord, nous sommes en droit de nous demander ce qu'il adviendra de l'autre moitié de ce vaste territoire. Puis, en quoi consiste exactement la protection mise en avant par les instances gouvernementales? Selon le Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord en 2011, « ce qui sera mis en œuvre dans la partie qui ne bénéficiera d'aucun statut de protection sera bien davantage déterminant sur la durabilité du Plan Nord que la protection de 50 % du territoire proposé ».

Avec le Plan Nord, quel avenir réserve-t-on à la forêt boréale dont la régénération est extrêmement lente? Comment les déchets miniers seront-ils gérés? Qui payera pour la revalorisation des territoires une fois l'exploitation minière terminée? Quelles seront les conséquences du développement hydroélectrique sur les rivières et les stocks de poissons ? Comment les écosystèmes résisteront à l'urbanisation rapide des villes du Moyen-Nord? Est-ce que les retombées économiques du Plan Nord seront suffisantes pour pallier les risques environnementaux ? Sera-t-on en mesure de réaliser un tel programme de développement en respectant les principes de durabilité?

Ces questions soulèvent enfin des enjeux territoriaux puisque l'exploitation des ressources du Nord se fera principalement en territoire autochtone. Cela suppose la rencontre de multiples acteurs aux cultures différentes et pour qui, la nature et l'environnement sont des enjeux de premier plan. Il en découlera certainement des négociations multipartites des normes, des droits et des responsabilités de chaque acteur par rapport à la gestion, au partage et à la protection du territoire. Quelle place réservera-t-on aux autochtones dans la négociation des enjeux environnementaux et territoriaux qui influenceront (et influencent déjà) leurs traditions et modes de vie?

14h00-14h05

Présentation de la thématique 3 : territoire et ressources

Marc VALLIÈRES, Professeur et chercheur au Département d'histoire de l'Université Laval

14h05-14h15

Territoires et ressources : pour une vision plurielle

Caroline DESBIENS, Professeure et chercheuse au Département de géographie de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en géographie historique du Nord

14h15-14h25

Apprendre de nos erreurs : contributions du Pré-Nord et du Moyen-Nord au développement du Grand-Nord

Hugo ASSELIN, Professeur et chercheur au Département des sciences du développement humain et social de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

14h25-14h35

Le tourisme autochtone comme outil de rapprochement entre les peuples – présentation de projets de recherche

Alain A. GRENIER, Professeur et chercheur au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

14h35-14h45

Les relations entreprises et communautés : le rôle des acteurs publics

Marie-José FORTIN, Professeure à l'Université du Québec à Rimouski et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial

14h45-15h45

Discussions

15h45-16h00

Pause

16h00-16h15

[Plénière – retour sur les discussions de la journée](#)

Thibault MARTIN, Professeur et chercheur au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

16h00-16h15

[Plénière – retour sur les discussions de la journée](#)

Carole LÉVESQUE, Professeure et chercheure à l'Institut national de recherche scientifique – Centre Urbanisation Culture Société et Directrice du réseau DIALOG

16h30-17h00

Discussions et mot de la fin



Réseau Villes Régions Monde

Financé par le *Fonds québécois de recherche sur la société et la culture* (FQRSC), *Villes Régions Monde* (VRM) est un réseau interuniversitaire en études urbaines et spatiales voué à la concertation et à l'animation de la recherche et de la formation ainsi qu'à la valorisation et à la diffusion de ses résultats. Prenant appui sur quatre établissements universitaires, l'équipe rassemble les principaux chercheurs québécois autour des questions de l'organisation territoriale et du développement, de l'aménagement et de l'environnement, de la gestion du secteur local et des nouveaux enjeux urbains. Les projets réalisés sous la bannière de VRM s'inscrivent dans une démarche intégrée de construction d'un site Internet destiné à un public de chercheurs, d'étudiants et de partenaires socio-économiques issus des milieux universitaire, politique, civique et privé.



Réseau de recherche et de connaissances
relatives aux peuples autochtones
www.reseaudialog.ca

Réseau DIALOG

le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

DIALOG est un réseau stratégique de connaissances créé en 2001 et ancré à l'Institut national de la recherche scientifique, une des constituantes universitaires de l'Université du Québec (Canada). DIALOG est subventionné par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture et par le Conseil de Recherches en sciences humaines du Canada. Le réseau réunit plus de cent cinquante (150) personnes issues du milieu universitaire et du milieu autochtone et à l'œuvre au Québec, au Canada, dans les Amériques, en Océanie, en Europe et en Asie. Provenant d'horizons multiples et partageant des pratiques et des intérêts de recherche diversifiés, ces personnes entretiennent l'objectif de mettre en valeur, de diffuser et de renouveler la recherche relative aux peuples autochtones. DIALOG bénéficie de l'étroite collaboration de dix-neuf institutions partenaires.

Partenaires

